

# UNION NATIONALE DES ASSOCIATIONS DES PARENTS D'ÉLÈVES ET D'ÉTUDIANTS DU BENIN (UNAPEEB)

Enregistrée sous le n° 2004/0409 DEP-ATL-LITT/SG/SAG-Assoc du 15 septembre 2004, publiée au JORB,  
115<sup>e</sup> Année n° 22 du 15 novembre 2004. 02 BP : 117 Porto-Novo Tél : (00229) 20 24 57 03 / 90 91 72 50 E mail unapeeb2003@yahoo.fr

## APPEL AUX PARENTS D'ÉLÈVES

### **HALTE A L'UTILISATION DE CERTAINS PARENTS D'ÉLÈVES COMME MEMBRES DES ESCADRONS DE LA MORT DANS LES COLLEGES**

Depuis le 07 janvier 2014, l'Ecole béninoise est paralysée du fait de la grève générale déclenchée par les confédérations, centrales et fédérations syndicales suite à la barbarie perpétrée par le pouvoir de Boni Yayi et exécutée par Placide Azandé, Préfet de l'Atlantique-Littoral et Pierre Agossadou, Commissaire central de Cotonou. Ce mouvement général qui se poursuit est largement suivi par les enseignants et avec le soutien manifeste de leurs alliés naturels que sont leurs élèves.

Pour étouffer le mouvement, les Directeurs Départementaux de l'Enseignement primaire ou secondaire, sur instruction de leur ministre respectif, ont réuni les associations des parents d'élèves et les chefs d'établissement pour user de tous les moyens pour mettre "hors d'état de nuire" les enseignants grévistes. Des Fédérations départementales des associations de parents d'élèves (FÉDAPE) sont montées au créneau (radio et télévision...) pour lire des discours désapprouvant et condamnant le mouvement, discours rédigés et mis dans leur bouche par des DDEMP et DDEPS. Des groupes terroristes et des escadrons de la mort ont été montés par des parents d'élèves pour affronter les enseignants et les responsables d'élèves qui soutiennent le mouvement. On peut citer, à titre d'exemple :

- le cas du CEG Aholouyèmè, dans la commune de Sèmè-Podji, où des "parents d'élèves" en sont venus même aux mains avec certains enseignants et délégués des élèves de l'établissement ;
- le cas du CEG Honvié, dans la commune d'Adjarra, où des "parents d'élèves", ameutés par le Directeur dudit établissement, ont investi l'école avec des armes blanches pour en déloger des professeurs grévistes ;
- le cas, récemment, du CEG Cana, dans la commune de Zogbodomè, département du Zou, où le président de l'Association des Parents d'Elèves, Dah Langanfin Honoré, roi de ladite localité, de connivence avec le Directeur, a fait réprimer sauvagement dans le sang par la police et fait jeter en prison des élèves dont il est chargé de défendre les intérêts.

Ces interventions tristes de parents et même de dignitaires contre des élèves avec la police indique jusqu'où les autorités actuelles du pays veulent conduire le pays. Autoriser l'intervention de parents avec des armes blanches contre des enseignants et leurs enfants qui revendiquent ! Et quand un parent se transforme en bourreau pour ses enfants, vous comprenez donc que nous sommes au bord de la catastrophe morale !

Alors, chers parents d'élèves, refusons de jouer ce rôle de bourreau de nos enfants. Ne voyons-nous pas que pendant que le pays est dans le noir, le pays est sans électricité, que tout le monde a faim, le Président a fêté ! Ne voyons-nous pas que ce président se fout de nous, de nos souffrances, de l'avenir de notre pays ! Les revendications, objet des luttes en cours, sont justes, légitimes et concernent avant tout l'avenir de la jeunesse et donc l'avenir de nos enfants. Le limogeage de ceux qui ont fait couler le sang des manifestants pacifiques est une garantie des libertés pour nous tous, parents paysans, artisans, vendeuses que les autorités grugent à toutes les occasions. L'organisation des concours dans la transparence avec à la clé le mérite, donne des chances égales à tout le monde.

Ensuite, les enseignants en grève ont dit et répété qu'ils ne veulent pas d'une année blanche. Ils ont dit que dès satisfaction de leurs revendications, ils sont prêts à consentir les sacrifices utiles au réaménagement du calendrier scolaire pour que l'année se termine bien. Nous devons donc dire NON aux parents qui se mettent aux côtés des autorités pour réprimer les enseignants et élèves en lutte.

**Ce qu'il nous faut faire, c'est de nous organiser pour apporter et manifester publiquement notre soutien ferme aux enseignants en lutte pour que le Président donne satisfaction à leurs revendications. C'est ainsi que les écoles vont rouvrir rapidement afin que nos efforts, sacrifices et privations ne soient pas vains.**

Cotonou, le 10 avril 2014

Pour le Bureau Exécutif National de l'UNAPEEB,

Le Président,

*Signature illisible*

Paul K. KOUDOUKPO